

La procédure de plaider coupable

La loi du 9 mars 2004 portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité a introduit en droit français la comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité (CRPC), reposant sur un accord entre le ministère public (le parquet) et la personne poursuivie. Afin de mieux appréhender les spécificités de la CRPC, il convient d'aborder les dispositifs anglo-saxons de plaider coupable ainsi que les différentes procédures récemment adoptées dans plusieurs pays d'Europe, sur ce schéma. L'attention sera plus particulièrement portée sur 5 points essentiels :

- les infractions auxquelles ces procédures sont applicables ;
- la partie à l'initiative de laquelle elles sont mises en œuvre ;
- l'étape de la procédure au cours de laquelle la reconnaissance préalable de culpabilité est admissible ;
- les garanties procédurales ;
- les effets de la reconnaissance préalable de culpabilité pour les différentes parties.

1) Les infractions visées

Dans les pays de Common-Law (Royaume-Uni, Etats-Unis et Canada) et en Italie - où la procédure particulière du « jugement abrégé » permet au juge de prononcer son verdict sur la base du dossier du ministère public, l'accusé ayant renoncé au débat contradictoire sur la preuve - toutes les infractions peuvent faire l'objet d'un « plaider coupable ». En revanche, la CRPC s'applique uniquement aux délits punis à titre principal d'une peine d'amende ou d'une peine d'emprisonnement d'une durée inférieure ou égale à 5 ans à l'exception des délits commis par ou sur des mineurs, les délits de presse, les délits d'homicide involontaires, les délits politiques et les délits dont la procédure de poursuite est prévue par une loi spéciale.

Cette restriction du champ d'application du « plaider coupable » n'est pas propre à la CRPC et on la retrouve dans d'autres pays européens. Au Portugal, par exemple, la « confession » est applicable pour toutes les infractions dont la peine encourue est inférieure à 5 ans. En outre, en Italie, « l'application de la peine sur requête des parties », appelé « patteggiamento » (dans laquelle le ministère public et l'accusé demandent au juge de prononcer la peine sur laquelle ils se sont mis d'accord) est seulement applicable aux infractions mineures. Enfin, le dispositif espagnol du « jugement de conformité » (la « conformidad ») s'applique uniquement lorsque la peine encourue ne dépasse pas six ans de prison.

2) L'initiative du « plaider coupable »

Le législateur français a de façon originale choisi de confier l'initiative de la CRPC au procureur de la République. La personne poursuivie ou son avocat peuvent également lui en faire la demande par courrier recommandé avec accusé de réception mais le procureur s'il n'entend pas y donner suite n'est pas tenu de répondre.

Inversement, aux Etats-Unis, au Canada et au Royaume-Uni, le mis en cause ou son avocat peuvent prendre l'initiative du « plaider coupable ». Cependant, le plus souvent c'est le procureur qui est à l'origine des négociations. En Espagne et au Portugal, c'est l'avocat du mis en cause qui, en accord avec ce dernier, demande au juge d'appliquer la peine proposée par le ministère public par requête orale ou écrite : il n'y pas de négociation.

En Italie, dans le cadre du « jugement abrégé », l'initiative appartient au seul mis en cause.

En revanche, dans le cadre du « patteggiamento », la procédure est applicable à l'initiative du mis en cause ou du ministère public.

3) La place dans la procédure de la reconnaissance de culpabilité

En France, le législateur a prévu que seul le Procureur ou l'un de ses substituts peut recueillir la reconnaissance de culpabilité. Cette reconnaissance de culpabilité interviendra lors de l'entretien devant le procureur. C'est en cela qu'elle est préalable.

Inversement dans certains pays, c'est le juge qui est chargé d'enregistrer la reconnaissance de culpabilité. Au Royaume-Uni, la reconnaissance de culpabilité a lieu après la mise en accusation, soit en audience préliminaire lorsque l'infraction relève de la compétence de la Crown Court, soit en audience de jugement lorsqu'une « magistrate court » est compétente. De la même façon, la « confession » portugaise intervient au début du jugement après la phase d'instruction.

Au Canada et aux Etats-Unis, le « plaider coupable » est admise à toutes les étapes de la procédure, même en exécution de peine, la réduction de peine étant d'autant plus importante que l'accusé plaide coupable rapidement. En Italie, les deux procédures de « plaider coupable » peuvent avoir lieu jusqu'à l'ouverture du débat contradictoire. De façon similaire, en Espagne, la reconnaissance de culpabilité doit avoir lieu avant le début de la phase orale du

jugement, c'est-à-dire avant les séances consacrées aux dépositions des témoins et des experts.

4) Les garanties procédurales et l'étendue du contrôle du juge

En France, comme aux Etats-Unis, l'accord entre le procureur et le mis en cause doit être présenté en audience publique devant le juge, qui le contrôle et l'homologue. Le juge ne doit pas avoir participé à la négociation. En Allemagne, la négociation doit être communiquée à toutes les parties prenantes pendant l'audience de jugement et consignée par écrit.

Au Royaume-Uni, le juge peut indiquer le type de peine qu'il envisage en cas de culpabilité prouvée pendant l'audience, mais pas sa teneur précise, car une telle indication constituerait une pression contraire à la liberté du mis en cause de plaider ou non coupable.

Au Canada, aux Etats-Unis, en Allemagne et au Portugal, le droit oblige le juge à enregistrer la reconnaissance de culpabilité uniquement si celle-ci ne présente aucune ambiguïté et si le mis en cause agit en connaissance de cause. Les juges devront vérifier en particulier que la reconnaissance de culpabilité est fondée, que le mis en cause en comprend toutes les conséquences, qu'il n'agit pas sous l'influence de la menace, de la force.

En Italie, en Espagne et en France, le juge doit s'assurer de la culpabilité de l'accusé, de l'existence d'une infraction et de sa qualification juridique, l'acceptation libre et éclairée de la peine par la personne, la légalité et la proportionnalité de la peine.

La procédure française de CRPC prévoit des garanties procédurales différentes des autres systèmes juridiques : l'assistance obligatoire d'un avocat à tous les stades de la procédure, un délai de 10 jours de réflexion ainsi que des mesures de confidentialité en cas d'échec de la CRPC.

5) Les effets de la reconnaissance de culpabilité.

Aux Etats-Unis et au Canada, en échange de l'aveu de sa culpabilité, l'accusé obtient du procureur une révision de l'inculpation ou la promesse de recommandations de clémence au juge. Au Royaume-Uni et au Canada, le plaider coupable constitue une circonstance atténuante. Dans les trois pays, le plaider coupable se traduit en général par une réduction de la peine prononcée de 20 à 30 %. De la même façon, en Espagne et au Portugal, le code ne prévoit pas de diminution de la peine, mais la reconnaissance préalable de culpabilité peut être considérée comme une circonstance atténuante.

En France, le choix de la peine est strictement encadré. Le procureur ne peut proposer une dispense de peine. La proposition d'une peine d'emprisonnement doit respecter deux conditions cumulatives : sa durée ne doit pas être supérieure à 1 an et ne pas excéder la moitié de la peine d'emprisonnement encourue.

Au Portugal, la peine encourue ne peut dépasser cinq ans de prison tandis qu'en Italie la peine ne doit pas dépasser 2 ans de prison. En Italie, le dispositif permet de bénéficier d'une remise de peine d'un tiers.

A l'instar de l'Espagne et de l'Italie (procédure du « patteggiamento »), la France a confié au procureur le soin de proposer une peine après s'être entretenu avec l'accusé, le juge étant seulement chargé de l'homologuer. Le juge ne peut prononcer une peine différente de celle convenue par les parties, il peut soit accepter ou rejeter l'accord s'il l'estime inadapté.

Dans les pays de Common Law, en Allemagne, au Portugal et en Italie dans le cadre du jugement abrégé, le juge peut ne pas tenir compte de la négociation intervenue entre le procureur et l'accusé et substituer sa propre décision de peine.

L'ordonnance d'homologation rendue dans le cadre de la CRPC française a les mêmes effets qu'un jugement. De même, aux Etats-Unis, la condamnation consécutive au « plaider coupable » a exactement les mêmes conséquences que celle consécutive à l'établissement de la culpabilité par le jury : elle est inscrite au casier judiciaire et, le cas échéant, le condamné perd certains droits (droit de vote ou de port d'armes par exemple). Au contraire en Italie, le « patteggiamento » prévoit que toutes les conséquences de l'infraction sont supprimées si la personne condamnée ne commet pas une infraction de même nature : au bout de cinq ans, dans le cas d'un crime ou d'un délit ; au bout de deux ans, dans le cas d'une contravention.

S'agissant de la possibilité de faire appel de la décision, la CRPC offre expressément cette faculté à l'auteur des faits et au procureur à titre incident. A l'inverse aux Etats-Unis, les négociations sur la reconnaissance de culpabilité incluent souvent l'abandon par l'accusé de son droit d'appel. En Italie et au Royaume-Uni, les possibilités d'appel sont également limitées.